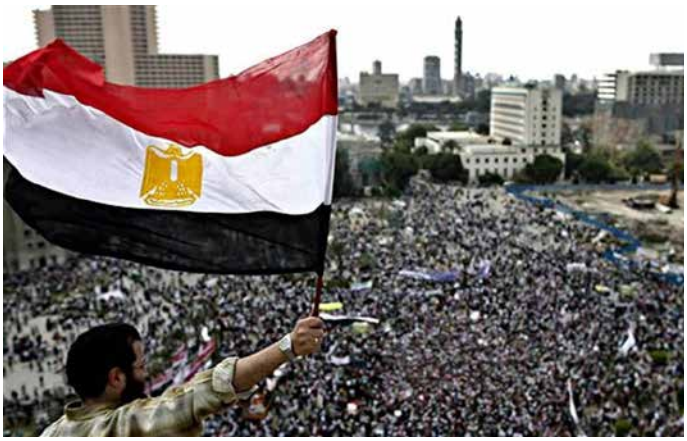
Mars 2021 - Numéro 5

LE QUATRE

LE JOURNAL DU LYCÉE SAINTE-MARIE LYON DE SAINT-PAUL

La chine, l'enfant de l'Empire Céleste : la censure

L'amitié sino-britannique sonne comme une antinomie de nos jours. Œil pour œil, écran pour écran, Londres interdit la diffusion de la chaîne de télévision chinoise CGTN sur son territoire ; Pékin riposte en faisant subir la même sentence pour la BBC World News. L'enjeu de cette rixe est la liberté de la presse qui régresse encore au cœur de l'Empire du Milieu.. **p2**



Quel bilan pour le Printemps Arabe après une décennie ?

De janvier à juin 2021, l'institut de recherches et d'études Méditerranée-Moyen Orient (iReMMO), organise un cycle consacré au 10ème anniversaire du Printemps Arabe. Les conférenciers reviendront sur les victoires et les déceptions succédant à la vague de révolutions qui a secoué le monde méditerranéen et les espoirs face aux défis persistants. **p5**

DANS CE NUMÉRO

Nouvelles technologies, avantage ou menace ? **p6**

Frida Kahlo : la peinture pour raconter **p8**

L'histoire mariste **p10**

DÉCOUVREZ AUSSI...

Actualités françaises, international, orientation, mots-croisés...

La chine, l'enfant de l'Empire Céleste : la censure

L'amitié sino-britannique sonne comme une antinomie de nos jours. Œil pour œil, écran pour écran, Londres interdit la diffusion de la chaîne de télévision chinoise CGTN sur son territoire ; Pékin riposte en faisant subir la même sentence pour la BBC World News. L'enjeu de cette rixe est la liberté de la presse qui régresse encore au cœur de l'Empire du Milieu.

Le 4 février 2021, l'Ofcom, le régulateur indépendant des médias britanniques a supprimé la licence de diffusion de la CGTN, accusant celle-ci de simulacre d'une chaîne d'information. Elle est sous le joug constant du Parti communiste chinois, qui fidèle à la politique de censure de la presse de Xi Jinping, ne diffuse aucun sujet qui pourrait être défavorable à la République Populaire de Chine. Celui au cœur de la rixe informative est le massacre des Ouïghours, la minorité musulmane sunnite et turcophone qui vit majoritairement dans la région de Xinjiang.

D'après les discours de la Chine, cette accusation ne serait que fabulation ; elle nie tous les faits. Ainsi, peut-être par défi ou révolte face à cette désinformation, la BBC World News diffuse sur les écrans chinois, le 3 février 2021, un documentaire qui dénonce violemment la politique de préférence communautaire exercée contre les Ouïghours, à travers des témoignages poignants des incarcérés. Si Soljenitsyne, dans L'Archipel du Goulag, prenait la parole sur le sujet, il dirait qu'à « une époque où les discours des orateurs, les pièces de théâtre, les patrons de vêtements féminins semblent sortir d'une chaîne, [les moyens de tortures] peuvent paraître d'une grande variété ».

Un million de Ouïgours incarcérés dans des camps au Xinjiang

Les Ouïghours sont victimes de tortures à l'électricité, notamment des viols anaux par des gardes à l'aide de matraques électriques. Les femmes, plus particulièrement, sont stérilisées de force ou violées collectivement. Les groupes de défense des droits humains estiment qu'au moins un million de Ouïgours et d'autres musulmans turcophones sont incarcérés dans des camps au Xinjiang. Ces manœuvres sont essentielles pour protéger le pays de l'extrémisme que peut engendrer la religion musulmane, d'après les déclarations du gouvernement chinois. Il est surprenant qu'un tel documentaire ait pu être diffusé, même si la marge de manœuvre de la BBC installé en Chine est déjà restreinte. En effet, selon le Wall Street journal, les programmes de la chaîne britannique ne peuvent généralement être vus « que dans les hôtels et les complexes haut de gamme où vivent les étrangers et même dans ces cas-là, il arrive que les écrans soient obscurcis lorsque les informations concernent la Chine ». La BBC rappelle de son côté que son "site et son application étaient déjà inaccessibles" depuis la Chine. Les relations étant déjà fragilisées, la rupture apparaissait imminente, et ce documentaire ne serait qu'un symbole final de l'inimitié sino-britannique.

Cette « guerre froide » pointait le bout de son nez, en juillet 2020, lorsque Boris Johnson annonçait qu'à partir de la fin de l'année, les opérateurs de téléphonie mobile n'auraient plus le droit d'acheter des équipements Huawei. Il prévoit aussi que d'ici 2027, Huawei, la grande marque de téléphonie chinoise, serait retiré du réseau 5G de la Grande-Bretagne. Le 12 février, lorsque le gouvernement britannique sanctionne ses propres entreprises qui ont profité du massacre ouïghour, il espère donner le premier coup qui fera réagir les autres pays.

La Chine 177ème sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse 2020

En 2020, Reporters sans Frontières, a réalisé un classement sur la liberté de la presse, qui recense 180 pays au total. La Chine se classe 177ème. Au 17 février 2021, Reporters Sans Frontières recensait déjà 75 journalistes emprisonnés sur 278 dans le monde entier et 44 journalistes citoyens emprisonnés sur 116. Ce score, peu enviable, s'accorde au modèle de société, revendiqué par le président de la République Populaire de Chine, Xi Jinping. Tous les médias publics ou privés chinois sont sous le contrôle étroit du Parti communiste. Les chinois ne peuvent pas exprimer, sur internet, des opinions défavorables au parti impunément.

En effet, les réseaux sociaux locaux, à l'aide d'intelligences artificielles de plus en plus performantes, doivent conserver des dossiers complets qui renseignent l'identité exacte de tous les utilisateurs de leurs services. Ces informations confidentielles sont transmises aux autorités en cas de comportement suspect. Au-delà de ce manque de liberté d'expression, de nombreux moyens sont mis en place pour que les chinois ne puissent s'informer que par médias nationaux.

Les sites d'informations ou réseau sociaux occidentaux sont bloqués. Même l'usage de VPN (abréviation de « virtual private network » désignant un service qui chiffre le trafic Internet et protège l'identité en ligne) ne suffit plus à contourner cette censure chinoise de plus en plus opaque. S'ouvrir sur le monde, prendre du recul sur la situation du pays est une tâche du moins ardue, si ce n'est impossible. Les utilisateurs d'Internet sont souvent inondés de publicités faisant office de propagande, ou de commentateurs nationalistes qui ferment tout débat public ouvert sur les sujets considérés comme sensibles.

La liberté de la presse, au même titre que l'indépendance de la justice ou que les droits de l'homme, est définie comme l'un des sept péchés occidentaux devant lesquels la Chine doit se protéger pour maintenir l'unité de l'Etat. Ainsi, un bon journaliste chinois n'est pas celui qui cherche le vrai et le faux, mais celui qui recherche à diffuser les idées de l'Etat. L'application mobile Xuexi Qiangguo qui signifie « étude pour rendre la Chine forte » est un outil mis en place pour les journalistes par le gouvernement chinois. Cet outil de propagande, qu'ils doivent obligatoirement posséder pour exercer leur métier dans la légalité, est constitué d'articles, de vidéos et autres contenus défendant « la philosophie politique » officielle chinoise. La situation chinoise peut nous inquiéter car elle nous évoque les heures sombres du totalitarisme durant et après la seconde guerre mondiale.

Le reportage de la BBC sur les Ouïghours fait écho au film Shoah, de Claude Lanzmann, qui est une peinture du génocide juif à travers les témoignages des victimes et des complices de cette horreur. Encore une fois, la parole est attaquée, et une autorité gouvernementale cherche à murer dans le mutisme ceux qui ont vu et entendu. L'image infaillible que la Chine veut renvoyer au monde, craquelle de jour en jour. Au lieu d'une admiration mondiale face à son statut de deuxième puissance économique, la Chine se métamorphoserait en un monstre, responsable du cataclysme que nous appelons « 2020 » et de la renaissance de violences que l'on voudrait voir morte pour toujours.

Sophie PIOT-DALLOIS

Birmanie : la fin du mirage démocratique ?

Dictature militaire depuis le coup d'Etat de Ne Win en 1962, la Birmanie avait pourtant connu dans les années 2010 un embryon de transition démocratique symbolisé par l'arrivé au pouvoir d'Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991. Véritable allégorie de la démocratie et de la liberté pour le peuple birman, celle qui se fait surnommer la « Dame de Rangou », doit faire face aujourd'hui à l'une des crises politiques majeures du pays depuis son indépendance en 1948.

Les militaires, marginalisés depuis leur écrasante défaite aux élections législatives le 8 novembre 2020 en faveur de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), ont renversé le pouvoir en place le 1er février 2021 par ce qui s'apparente à un coup d'Etat. L'armée, pour légitimer son action a accusé la Commission électorale de n'avoir pas réagi au soi-disant trucage des élections de novembre.

La chef du gouvernement de facto, Aung San Suu Kyi et le président de la République birmane, Win Myint ont été assigné à résidence pour leur « sécurité », a indiqué le porte-parole de l'armée Zaw Min Tun dans un communiqué le mardi 16 décembre 2021. Le putsch militaire s'est instantanément suivi d'une descente dans les rues de milliers de manifestants protestant contre le coup d'Etat et réclamant la libération d'Aung San Suu Kyi et de tous ceux emprisonnés car considérés comme des « opposants du régime militaire ».

Si l'armée birmane, la « Tatmadaw » a réussi à s'emparer du pays avec une facilité déroutante, c'est parce que cette dernière jouit d'un statut privilégié depuis l'indépendance du pays. La gouvernance démocratique entamée depuis dix ans n'a malheureusement pas supplanté, mais a simplement camouflé le pouvoir de l'armée. Ainsi, en vertu de la Constitution birmane toujours en vigueur, rédigée par la Tatmadaw elle-même, 25% des sièges du Parlement sont attribués aux militaires peu importe les résultats des élections législatives. Son pouvoir ne s'arrête pas là : trois ministères, la Défense, l'Intérieur et celui de la Gestion des frontières sont toujours aux mains des militaires.

« Coup de force et non pas coup d'Etat »

Dix ans de démocratie hésitante n'ont pas suffi à déloger une armée fortement ancrée dans l'histoire et les institutions du pays depuis cinquante ans. Alors que, depuis l'arrivé au gouvernement de la LND, la communauté onusienne fermait les yeux sur le pouvoir des militaires en pensant que ce dernier s'était estompé, Min Aung Hlaing, auteur du putsch, a pris par surprise la scène internationale qui venait de lever un embargo économique en place depuis les années 1990. Le coup de force des militaires a mis entre parenthèse l'illusion démocratique des dix dernières années. « Coup de force et non pas coup d'Etat », c'est ainsi qu'est qualifiée la crise politique par le spécialiste de la Birmanie Renaud Egreteau. Ce dernier pose le doigt sur une ligne capitale de la Constitution birmane, l'article 417 qui autorise les militaires à agir de la sorte. Le spécialiste précise que, pour l'heure, rien n'est « renversé », les institutions du pays sont toujours en place et que par conséquent, il ne serait pas exact de parler de « coup d'Etat ».

Cependant, si la prise de pouvoir des militaires respecte la Constitution, l'opinion publique birmane n'a pas tardé, dès le 1er février à condamner les actes de la Tatmadaw en manifestant massivement dans les grandes villes du pays, en particulier à

Rangoun (aussi nommée Yangon), le cœur économique du pays, et Naypyidaw, capitale politique de la Birmanie. Les militaires tentent de contrôler tous les domaines de la société : le 2 février, l'armée ferma les principales banques de Mandalay, deuxième ville la plus peuplée de Birmanie et instaura la loi martiale, qui interdit le rassemblement de plus de cinq personnes dans les grandes villes du pays.

La junte militaire s'empara également de la Toile en restreignant l'accès à Internet, qui vit, dans la nuit du 14 au 15 février, sa capacité de trafic réduite à 14% du niveau habituel. Dès sa prise de pouvoir, la Tatmadaw ne tarda pas à déclarer l'état d'urgence qui corrobore une fois de plus la mainmise de l'armée sur les institutions du pays. La situation politique en Birmanie est loin de s'améliorer et la communauté internationale s'inquiète de l'escalade de la violence et des répressions faites aux civils, le 12 février dans la ville de Mawlamyine, Mya Thwe Khaing, une adolescente descendue dans les rues pour manifester a été blessé par balle par des militaires qui voulaient disperser la foule.

La photo de la jeune femme effondrée au sol est devenue virale sur Internet, qui accueille de surcroit le défoulement de haine des civils envers les policier et l'armée. 24 heures après ce drame, la Tatmadaw, dans un communiqué, s'est défendue de toute fusillade et prétend n'utiliser que des balles en caoutchouc pour dissuader les civils de se rassembler. Depuis le 16 février, le nombre de manifestations semble diminuer, cette tendance s'explique en partie par la présence de blindés dans les grandes villes qui ont obligés les manifestants à rebrousser chemin. Néanmoins, 17 jours après la prise de pouvoir, les birmans ne décolèrent pas et en guise de protestation contre le régime dictatorial, des sites gouvernementaux gérés par l'actuelle junte ont été la cible d'attaques de cyberpirates par un groupe « hacktiviste » se faisant appeler les « Hackeurs de Birmanie ».

Le 18 février, la Banque centrale et la chaîne de télévision de l'Etat MRTV sont les principales victimes de ces attaques que les Hackeurs de Birmanie revendiquent fièrement sur Facebook en alléguant qu'ils « se battaient pour la justice en Birmanie ». La communauté internationale se divise sur le choix de la conduite à avoir face à la crise politique birmane. L'Europe de l'Ouest, en particulier la France et le Royaume-Uni ont largement condamné la prise de pouvoir

des militaires. Le 18 février, Dominic Raab, ministre des Affaires étrangères britanniques a annoncé que « l'armée serait tenue responsable de ces violations des droits de l'homme ». Pour les Etats-Unis, le dossier diplomatique de la Birmanie est un enjeu majeur pour le président fraichement élu, Joe Biden qui doit maintenant faire preuve de ses capacités à intervenir efficacement en dehors de ses frontières tout en arborant une politique multilatéraliste à l'instar de Barack Obama. Dès le début de la crise, le démocrate a fait savoir que Washington allait réduire les aides financières à l'égard de Naypyidaw. A échelle onusienne s'est tenu le 12 février 2021 une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies, ce dernier a exigé à ce que soit immédiatement libéré l'ex-dirigeante de facto, Aung San Suu Kyi. L'émissaire des Nations-Unies pour la Birmanie, Christine Schraner Burgener a précisé que « ces perturbations sapent les principes démocratiques fondamentaux ».

Néanmoins, si le putsch de l'armée est en grande partie condamné par la scène internationale, deux Etats semblent faire cavalier seul. C'est d'une part la Chine, pour qui la Birmanie constitue un territoire stratégique majeur pour le projet des Nouvelles routes de la soie, un gazoduc et un oléoduc relient Kunming en Chine à Kyaukphyu en Birmanie en passant par Mandalay. Pékin n'a donc pas intérêt à froisser les dirigeants militaires birmans qui pourraient se montrer plus hostiles vis-à-vis de l'empire du Milieu que les prédécesseurs démocrates. D'autre part, le Japon reste prudent et a fait savoir qu'il ne serait pas favorable à une quelconque intervention qui risquerait de faire rapprocher la Tatmadaw de la Chine.

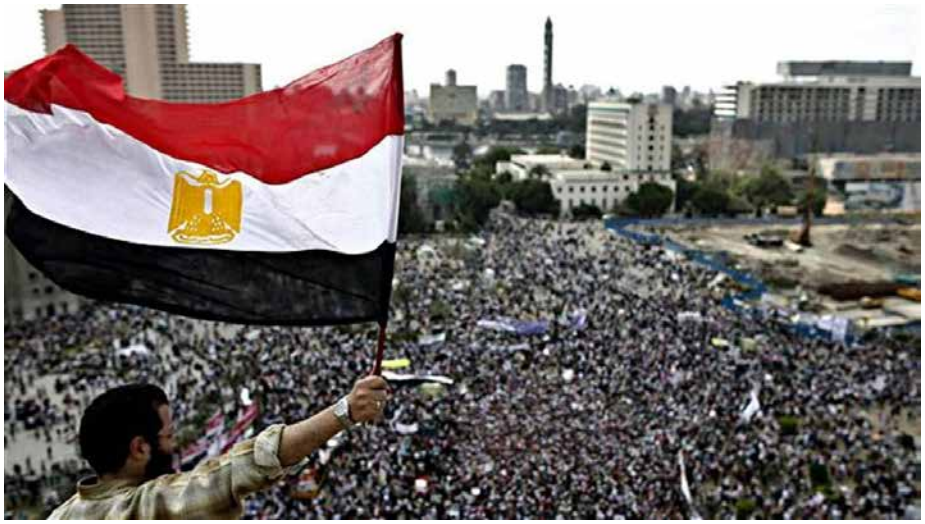
La position de l'archipel nippon s'explique par les liens historiques qui lient les deux Etats : le pays du Soleil levant a joué un rôle fondamental dans la lutte pour l'indépendance de la Birmanie. Durant la Seconde Guerre mondiale, le Japon formait les nationalistes birmans à combattre les britanniques. A fortiori, les japonais ont apporté une aide précieuse à la formation des « Trente camarades » luttant pour l'indépendance de la Birmanie. Aung San, partisan militaire nationaliste, « père de la patrie », en faisait partie. Deux ans avant sa mort, il donna naissance à une fille, Aung San Suu Kyi, adulée dans tout le pays, qui devint une véritable allégorie de la lutte contre la junte militaire.

Si la scène internationale semble se mettre en œuvre pour tenter de contrer le pouvoir grandissant de l'armée, c'est une fois de plus les enjeux propres à chaque pays qui poussent les Etats à intervenir. Les sanctions annoncées par l'ONU restent, pour l'instant, des menaces de sanctions. L'action onusienne risque de surcroit d'être paralysée par la réticence de certains Etats à condamner le putsch. A l'heure actuelle, la Tatmadaw fait fi des menaces de la communauté internationale et semble déterminée à maintenir le statu quo à son avantage.

Valentin MASTROMATTEO

Le jasmin a-t-il éclos ? Quel bilan pour le Printemps Arabe après une décennie ?

De janvier à juin 2021, l'institut de recherches et d'études Méditerranée-Moyen Orient (iReMMO), organise un cycle consacré au 10ème anniversaire du Printemps Arabe. Les conférenciers reviendront sur les victoires et les déceptions succédant à la vague de révolutions qui a secoué le monde méditerranéen et les espoirs face aux défis persistants.



Le 17 décembre 2010, le suicide par immolation d'un jeune commerçant de Tunis, Mohamed Bouazizi, allume un feu qui se diffusera progressivement au Maghreb, dans le Golfe et au Proche-Orient. La Tunisie s'embrase, déjà en proie à de nombreux affrontements entre police et manifestants, la plupart jeunes diplômés sans emploi ni perspective d'avenir. Des émeutes éclatent le lendemain : le soulèvement populaire atteint la capitale puis s'étend à l'ensemble du pays en janvier 2011 : la Révolution du Jasmin débute. Les réclamations, relatives dans un premier temps au droit à une vie digne et à un emploi, se muent en revendications politiques contre la corruption, le coût de la vie et l'absence de libertés personnelles et civiles. Les cris scandés par le peuple exigent le départ du président en poste depuis 1987, Zine el-Abidine Ben Ali.

Après une répression meurtrière à Thala et à Kasserine, une tentative d'apaisement par concessions promettant une liberté de la presse totale et une enquête indépendante sur les troubles dans le pays, Ben Ali quitte le pouvoir face à la détermination du peuple et fuit en Arabie Saoudite. En février, l'ancien parti gouvernemental est suspendu et le premier ministre qui assurait l'intérim démissionne. La tenue de l'élection d'une Assemblée constituante est promise pour le 24 juillet. 338 tunisiens décèdent sur ce chemin vers la liberté et la démocratie.

La chute de Ben Ali, résultat d'une détermination populaire, marque l'entrée dans un processus de soulèvements contre divers régimes des pays du monde arabe. Alors qu'au même moment des mouvements protestataires voient le jour en Jordanie, rapidement le feu se propage en Egypte, dictature militaire dirigée par Hosni Moubarak. La population égyptienne se réjouie du départ obtenu de Moubarak sans soupçonner les répercussions à venir de cette victoire superficielle. Les Frères Musulmans gagnent les élections, mais sont renversés par les militaires au soulagement des démocrates qui craignaient l'incompétence et l'intolérance du régime. L'élection du général Abdel Fatah al-Sissi à la présidence ne comble pas non plus les attentes des démocrates et peu à peu les militants adverses se retrouvent en prison. La révolution égyptienne donne lieu à une apparente transition démocratique mais Al-Sissi, comparé aux chefs-d'état précédents, est considéré comme un dictateur par nombre d'analystes et d'opposants.

De la contestation à la révolte

Dans les pays voisins, en raison d'une habileté des dirigeants, cet élan tunisien ne mène qu'à quelques réformes sur initiative des chefs d'état pour avorter le mouvement comme au Koweit, en Oman ou au Maroc où le Roi ne perd pas de son pouvoir.
En Algérie, le souvenir encore récent et douloureux de la guerre civile ne mène à aucun soulèvement en 2011, mais le Hirak depuis février 2019, peut être perçu comme résultant du Printemps Arabe. Les manifestations portaient dans un premier temps sur la candidature de Bouteflika à un cinquième mandat, puis sur la volonté du peuple de l'établissement d'une Seconde République et du départ des dignitaires du régime. Plus récemment, l'annonce d'élections législatives anticipées et la libération de prisonniers du Hirak laisse croire en une nouvelle voie démocratique. A sa suite, le Soudan connait une vague de révoltes dès décembre 2018, Omar El-Béchir est destitué par l'armée et remplacé par un conseil militaire de transition le 11 avril 2019.

Au Moyen-Orient, le mouvement se transforme parfois en contestation larvée et des conflits sanglants éclatent entre forces de l'ordre et citoyens. Au Liban, de février à mars 2011 les manifestants demandent un meilleur respect des droits de l'Homme, une laïcisation de la société et une réforme de la politique du pays. En Irak, des révoltes ayant le même déroulement ont lieu de février à avril 2011, le pays connait un bilan meurtrier plus important, plus de 10 morts et 150 blessés. Au Bahreïn, l'Arabie Saoudite calme les soulèvements avec de l'argent et du pétrole, et le « Printemps de la Perle » est écrasé par l'armée nationale soutenue par le régime saoudien, qui consolide le pouvoir de la dynastie sunnite sur une population majoritairement chiite.

C'est au Yémen, en Syrie et en Libye que les conséquences sont les plus désastreuses. Le vent de révoltes que souffle le Printemps Arabe dans ces pays les fait basculer dans le chaos. En Syrie, c'est avant tout une révolte des provinces, contre un pouvoir intimement lié à l'armée et centré autour d'un clan minoritaire et de la famille du Président. Contrairement aux pays du Maghreb, la capitale, Damas, joue un rôle très faible par rapport aux diverses villes du pays qui se soulèvent en mars 2011 contre Bachar el-Assad. Les chars qui se déplacent successivement d'une ville à l'autre font régner la terreur et empêchent la constitution d'une coalition contestataire nationale. Des puissances étrangères interviennent pour un camp ou l'autre et le conflit qui s'élonge se meut en guerre civile. Aujourd'hui on compte à 500 000 les morts de la guerre civile syrienne.

La Libye plonge, elle aussi, dans une sanglante guerre civile, faisant entre 10 000 et 30 000 morts sous les bombardements, affrontements et répressions. Pendant près de huit mois s'opposent le régime de

Mouammar Kadhafi soutenu notamment par l'Algérie et la Syrie, et l'Armée de libération nationale alliée à l'OTAN. Les révoltes partent de Benghazi, puis s'étendent à Tripoli et gagnent l'est du pays aux mains des Insurgés. Le 21 août, Kadhafi fuit lorsque la capitale est encerclée par les rebelles. Par la suite des groupes militaires prennent diverses installations, la charia est rétablie. Trois gouvernements rivaux se disputent le pouvoir donnant lieu à la Deuxième Guerre civile Libyenne en 2014. L'Etat Islamique s'établit sur le territoire en 2015. Un cessez-le-feu national et permanent est signé le 20 octobre 2020, laissant le pays et la population dans une misère totale contrastant avec la situation économique en 2007 où la Libye possédait le 1er IDH du continent.

Au Yémen, les révoltes réclamant le départ du Président Saleh (au pouvoir depuis 32 ans), la fin de la corruption et la mise en place d'une Démocratie avec le CPG (congrès général du peuple) débutent en 2011 et prennent fin en 2012. Des manifestations pacifistes de janvier à juin sont réprimées violemment et donnent lieu aux massacres entre autres du 18 mars et des 29 et 30 mai 2011. Le 23 novembre, le Président Saleh signe l'accord des monarchies du Golfe et cède le pouvoir au vice-président en attendant les élections de février 2012.

Le contexte d'insurrection politique corrélé au soulèvement de la communauté Houthi depuis 2004 qui reprend en 2014, fait basculer le pays dans une guerre civile toujours en cours. Aujourd'hui considéré comme la crise humanitaire la plus grave et complexe au monde, la guerre au Yémen a causé la mort de 6000 à 12 000 civils, compte au total 250 000 décès, et le pays se trouve plongé dans une famine généralisée très importante. Il y a dix ans, les espoirs s'élevaient au sein des peuples arabes. L'éclosion d'un mouvement de révolte laissait aspirer à une amélioration des situations économiques, au triomphe de la liberté sur la censure et à des transitions démocratiques renversant les gouvernements parfois en vigueur depuis plus de trente ans. La chute de Ben Ali, d'Hosni Moubarak, de Khadafi et de Saleh semblait être un possible point de départ pour une reprise en main des peuples arabes de leur destin. Seulement si le jasmin semble avoir fleuri en Tunisie, où la population s'est vue remettre le Prix Nobel de la paix en 2015 pour les débuts d'une construction durable de la paix, les bourgeons égyptiens et dans nombre de pays ont rapidement fané. En Tunisie même, si les libertés se sont développées, la crise économique et l'absence d'emplois poussent les jeunes générations à partir ; en octobre, près de la moitié des 25.000 personnes débarquées en Italie depuis le mois de janvier 2020 venaient de Tunisie.

Le Printemps arabe s'est révélé être à l'origine d'exodes, de guerres et d'une montée d'un islamisme radical au sein des gouvernements, les chefs d'état s'appuyant sur l'islam pour se légitimer. En Syrie, en Libye et au Yémen tout germe d'espoir a été décimé par le basculement dans des guerres civiles aggravant les situations politique et économique préexistantes et entraînant une crise migratoire depuis 2015. Malgré des échecs et des défis persistants, les révoltes récentes en Algérie, au Liban, en Irak, au Soudan peuvent laisser croire à l'arrivée d'un nouveau printemps…

Marion LESCUYER

FRANCE

Les nouvelles technologies, avantage ou menace ?

Les ainés les ont vues se développer, les plus jeunes sont nés avec. Les nouvelles technologies sont devenues des éléments centraux de notre vie : par exemple, 99 % des Français ont un téléphone. Sont-elles réellement source de progrès, ou au contraire, représentent-elles une menace ?

En 2020, selon un sondage de l'Ifop, 56% des Français déclarait être inquiets face aux innovations technologiques, comme la 5G. En cause : la protection des données, dont les scandales se font de plus en plus nombreux, notamment sur Facebook ou Tik Tok, réseau social chinois, mais aussi le developpement des « fake news ». Certaines personnes déclarent même avoir peur pour leur vie privée ; et d'autres comparent ces technologies à la figure orwellienne de « Big Brother », ce qui témoigne de leur inquiétude. D'autres sont effrayés par les progrès de l'intelligence artificielle : ils craignent que les robots et ordinateurs deviennent plus intelligents que l'humain qui les a créés.

En outre, l'image de ces nouvelles technologies se détériore. D'un point de vue sanitaire, les appareils éléctroniques réduirait la fertilité, en particulier chez les hommes quand ils sont mis dans les poches des pantalons, ou le développement de tumeurs cancéreuses. D'un point de vue écologique, ces technologies sont paradoxales : grâce à la dématérialisation, elles réduiraient la déforestation ; mais la fabriquation de ces appareils serait nocive pour l'environement à cause des matériaux utilisés, comme le li-

thium, dont le recyclage est risqué et assez compliqué. Enfin, d'un point de vue économique, nombre de personnes s'accorde à dire que le prix de ces appareils reste assez élevé, parfois hors de leurs moyens.

Ces nouvelles technologies sont aussi source de tensions politiques, notamment entre différents Etats, et judiciaire. Rappelons que l'adoption, en 2019, d'une taxe « GAFA » en France avait provoqué une hausse des taxes et des droits de douanes sur le vin français aux Etats-Unis en représailles. Ce qui était censé n'être qu'une taxe parmi tant d'autres est alors devenu un problème entre deux Etats. A la fin de la même année, la France condamnait le géant américain Google à 150 millions d'euros d'amende pour abus de position dominante, ce qui ne manqua pas de créer une polémique sur le web.

Néanmoins, ces nouvelles technologies ont permis des progrès, depuis leur apparition, dans la communication, dans la santé, dans les médias, etc. 61% des Français disent que le progrès de l'humanité se fera grâce

au progrès technologique. Ils éprouvent même une attirance pour les nouveautés technologiques, tels que les écouteurs sans-fil ou les derniers modèles de smartphones. En effet, 63% de la population affirme posséder au moins un objet connecté. En 2020, le marché mondial de ces objets était de 69 milliards de dollars. Cela représente une augmentation de 85% depuis 2013.

Les Français, malgré leur méfiance, se tournent donc vers ces nouvelles technologies pour assurer leur avenir.

Maxime GIRAUD

ORIENTATION

Qu'est-ce qu'un BTS ?

Nous continuons notre série orientation avec les BTS. En quoi cela consiste-t-il ? Combien d'années d'études dois-je faire pour obtenir un BTS ? Quels en sont les débouchés ?

Les brevets de technicien supérieur (BTS) sont des diplômes obtenus après deux ans d'études. Il est possible de postuler à cette formation après le baccalauréat. Ils se préparent dans certains lycées. Chaque année, environ 67% des étudiants en première année de BTS sont issus de baccalauréats technologiques ou professionnels. Le dipôme obtenu correspond à 120 ECTS, soit un niveau de deuxième année de licence en faculté. En BTS, une semaine se compose d'environ trente heures de cours, avec des cours magistraux, des travaux pratiques et des travaux dirigés. Les professeurs attendent beaucoup de travail personnel, ce qui demande à l'étudiant d'être organisé et motivé. En première année, les matières principales (français, mathématiques, etc..) constituent la moitié de l'emploi du temps. L'autre moitié correspond à la spécialité étudiée. On dénombre cent dix-neuf spécilités proposées en BTS. Sur les deux ans d'études, huit à seize semaines de stages sont imposées. La spécialité choisie par l'étudiant, très ciblée, lui permet de pouvoir entrer facilement dans la vie active une fois son diplôme obtenu. Un BTS en apprentissage peut également être possible : l'étudiant travaille dans une entreprise et fait ses études en même temps. Ce type de formation concerne un tiers des BTS.

Si les BTS permettent une entrée rapide dans la vie professionnelle, beaucoup d'étudiants choisissent également de poursuivres leurs études vers un diplôme Bac+3 (licence, bachelor).

Maxime GIRAUD

Les BTS à Sainte-Marie Lyon

A MADE iN, dans son pôle d'enseignement supérieur, Sainte-Marie Lyon propose deux BTS en management, tournés vers la poursuite d'études en licence ou en bachelor.

BTS Comptabilité et Gestion (CG)
Étudier les domaines de la gestion et de la finance, développer sa culture générale et acquérir un très bon niveau en anglais.

BTS Commerce International (CI)
pprendre l'économie, le droit, l'import/export, développer sa culture générale, maîtriser la négociation commerciale, la logistique, et les techniques du commerce international en français et en langues étrangères.

Frida Kahlo : la peinture pour raconter

Frida Kahlo est une artiste peintre mexicaine, née le 6 juillet 1907, reconnue pour ses nombreux autoportraits surréalistes. En 1922, Frida falsifiera sa date de naissance pour le 7 juillet 1910, début de la Révolution Mexicaine. Elle est très attachée à ses origines, son histoire et sa famille. Ses tableaux sont peints avec une volonté de raconter, plutôt que par soucis d'esthétisme.

A l'âge de six ans, Frida est atteinte d'une poliomyélite, une maladie qui atrophie sa jambe droite et ne permet plus à son pied de grandir. A 16 ans, en 1922, elle intègre le meilleur établissement scolaire du Mexique : La Escuela Nacional Preparatoria. Frida trouve son bonheur dans les sciences naturelles et veut alors devenir médecin. Malgré son intérêt pour les arts, qu'elle doit à son père peintre et photographe, elle n'envisagera pas de carrière artistique.

En 1925 Frida Kahlo est victime d'un accident de bus, elle se retrouve alors grièvement blessée : son abdomen est transpercé par une barre de métal, ce qui sera plus tard la cause de nombreuses fausses couches. Sa jambe droite subit onze fractures et son pied, ses côtes, son bassin ainsi que sa colonne vertébrale sont cassés. Son épaule n'est que démise. Elle est donc prise en charge pendant trois mois, dont un à l'hôpital, mais un an après l'accident, elle doit y retourner : une de ses vertèbres lombaires est fracturée. Elle sera contrainte de porter pendant neuf mois des corsets en plâtre et c'est alors qu'elle commence à peindre. Pour l'aider, ses proches placent un miroir pour ciel au-dessus de son lit, élément déclencheur de sa longue série d'autoportraits (sur 143 tableaux, 55 sont des autoportraits) car elle pouvait ainsi se servir de son reflet comme modèle. Elle subit de nombreuses interventions chirurgicales qui la force à rester allongée sur son lit d'hôpital.

En 1928 Frida Kahlo s'inscrit au Parti communiste mexicain où elle défend l'émancipation des femmes dans la société et décide qu'elle ne suivra pas le même parcours que la plupart des femmes mexicaines. Frida rêve de voyages, d'études, de liberté et de plaisir. C'est la même année que Frisa rencontre Diego Riviera, ils sont très admiratifs de l'un l'autre et ils se marient un an plus tard le 21 juillet 1929. Ils s'adonnent tout les deux à des tromperies libertines, et bien que compliquée, leur relation est véritablement passionnée. En 1930 Diego est muté à San Francisco et Frida le suit. Elle subit sa première fausse couche en 1930, mais lors d'un séjour à Detroit, Frida tombe de nouveau enceinte. Elle fait alors confiance à l'un des médecins du Henry Ford Hospital, qui lui assure qu'elle pourra accoucher par césarienne… Malheureusement, c'est une deuxième fausse couche. Elle reflète alors son impression de solitude et d'abandon après cette seconde fausse couche dans le tableau « Henry Ford Hospital ». Après ce traumatisme Frida traduit sa lassitude et son dégout des Etats-Unis à travers ses tableaux.

En 1930 après l'arrivée au pouvoir du nazisme, Frida change l'orthographe de son nom en « Frieda », de Frieden, « la paix » en allemand. En 1933, Frida et Diego retournent vivre au Mexique dans une maison à San Angel et en 1935 elle découvre que son mari à une liaison avec sa sœur Cristina. Elle déménage dans le centre du Mexique et plus tard part pour New York avec deux amies. Elle ne reviendra qu'à la fin de la liaison entre sa sœur et son mari. En 1938 Frida et Diego divorcent mais ce n'est pas pour longtemps puisqu'en 1940 ils se marient une seconde fois. En 1942 Frida commence son journal, dans lequel elle raconte son enfance, puis sa jeunesse et sa vie. La même année elle est élue membre du Seminario de Cultura Mexicana où elle a pour mission d'encourager la diffusion de la culture mexicaine à travers des expositions, des conférences et la publication d'ouvrages.

En 1943 Frida dirige une classe de peinture à l'académie des Beaux-Arts mais sa mauvaise santé l'oblige à enseigner chez elle. Des douleurs dans le pied et dans le dos l'empêchent de marcher correctement. Elle doit porter un corset de fer, que l'on retrouve dans « la colonne brisée ». A la fin des année 40, sa santé se dégrade considérablement. Elle subit sept interventions à la colonne vertébrale et ce n'est qu'au bout de la sixième intervention qu'elle peut se remettre à peindre, mais étant toujours allongée. Au printemps 1953, la photographe Lola Alvarez Bravo organise la première exposition monographique de Frida Kahlo au Mexique. Son médecin lui interdisant de se lever, c'est sur son lit d'hôpital qu'elle est transportée jusqu'à la galerie pour participer au vernissage. En aout de la même année, elle est amputée de la jambe droite jusqu'au genou. Cette opération apaise ses souffrances mais la plonge dans une profonde dépression.

Frida meurt dans la nuit du 13 juillet 1954, affaiblit par une grave pneumonie. Cependant son dernier dessin suggère qu'elle se serait suicidée par overdose de médicaments. Les derniers mots de son journal sont « j'espère que la fin sera joyeuse et j'espère ne jamais revenir ». Elle est incinérée le 14 juillet comme elle le souhaitait : elle ne désirait pas être enterrée couchée, ayant trop souffert dans cette position au cours de ses nombreux séjours à l'hôpital. Ses cendres reposent dans la Casa azul, sur son lit, dans une urne qui a la forme de son visage.

Sarah DE MICHIELI

Eté 85, 2020, réalisé par François Ozon.

L'été de ses 16 ans, Alexis (Félix Lefevre), lors d'une sortie en mer sur la côte normande, est sauvé héroïquement du naufrage par David (Benjamin Voisin), 18 ans.

Alexis vient de rencontrer l'ami de ses rêves. Une histoire honorée par sa simplicité et son unicité. C'est une belle illustration des douleurs et des beautés de l'amour pour les jeunes adultes. Sans prétention, cette union de deux jeunes hommes nous fait voyager vers des hauts et des bas, dans la plus grande pureté et pudeur d'une relation amoureuse de jeunesse.

La beauté de la narration de ce véritable journal intime, peut donner espoir de vivre de belles aventures avec d'autre, ainsi que d'accepter leur départ… Dans l'espoir, souvent caché mais certain, que d'autres aventure nous attend.

Sarah DE MICHIELI

Camus et l'Absurde

« Il n'y a qu'un problème philosophique vraiment sérieux : c'est le suicide. » Selon Albert Camus, le monde est fondamentalement absurde. Il faut ici entendre le substantif comme le lien entre l'homme et le monde. Il y a effectivement un divorce entre la recherche avide de connaissances chez l'homme et l'absurdité infinie du monde. La philosophie de l'absurde vient réconcilier l'homme et cette absence de réponses métaphysiques.

« Je ne m'intéresse pas au suicide philosophique, mais au suicide tout court. » Le sentiment absurde, d'après Camus, n'est pas « l'absurdité » à proprement parler. Ce dernier la fonde, sans être pour autant l'alpha et l'oméga de cette dernière. Le sentiment absurde surgit en l'homme à n'importe quel instant. Il résulte de l'étonnement face à la lassitude que propose l'existence humaine, et fait naître le « Pourquoi ? ». Ce questionnement est lié à jamais à l'homme devenu conscient de ce sentiment absurde. Il s'agit d'envisager le suicide comme une acceptation à la limite, alors qu'on peut penser spontanément qu'il est la continuation logique du constat absurde. Si le suicide apparaît comme une solution face à la condition absurde de l'homme, elle ne l'en sauve ultimement pas. Il semble être la seule issue possible, puisqu'il entraîne l'absurde dans la même mort que lui. Pourtant, Camus ne s'arrête pas sur cette note mortifère, et propose le refus de cette échappatoire. En effet, l'absurde est "conscience et refus de la mort". Ipso facto, l'homme absurde se contente de vivre seulement avec ce qu'il sait, et tente de ne pas toucher ce dont il n'est pas certain. L'homme absurde doit alors plonger dans l'abîme vertigineux de l'absurde.

« Faudra-t-il mourir volontairement ou espérer malgré tout ? » La philosophie de l'absurde n'est pas une philosophie de l'inaction, ou un quiétisme. Au contraire, l'homme révolté trouve sa liberté dans l'action, c'est-à-dire la révolte, qui anime "tout ce qu'il y a d'irréductible et de passionné dans le cœur humain". A l'instar de Jean-Paul Sartre, Camus nous invite à ne pas nous délester du fardeau absurde, mais à affronter son questionnement écrasant. En effet, la seule vérité de l'homme absurde est le défi, autrement dit la révolte sans espoir ni résignation. Il s'agit avant tout d'une acceptation lucide face à un manque de sens évident au sein de l'existence humaine. Plus précisément, l'homme absurde, tel Sisyphe, doit lutter pour atteindre le sommet de la montagne, et trouver son bonheur dans ce combat, sachant pertinemment que le rocher finira par le précipiter vers la mort.

« Il faut mourir irréconcilié et non de manière choisie » L'homme absurde tout comme le condamné à mort, avance vers son funeste avenir ; il en prend conscience et s'y précipite. D'autre part, le suicide pourrait alors apparaître comme l'accomplissement parfait de l'attitude révoltée. Cependant, il constitue en réalité son contraire, car il est l'acceptation à sa limite. A contrario, il semble que le condamné à mort représente véritablement la figure de "l'homme révolté", qui accomplit son destin de manière plus aboutie. L'exemple de Meursault dans l'Etranger illustre parfaitement la condition de l'homme révolté. Comme Saint Pierre, le héros absurde refusera par trois fois la miséricorde divine et donc le salut.

« L'absurde, c'est le péché sans Dieu » Ainsi, face à un monde fondamentalement absurde, à quoi bon vivre ? C'est justement cette absurdité qui permet à l'homme de mieux vivre. Le monde est dépourvu de sens, profitons-en. Parce qu'il est impossible de connaître le sens du monde, nous devons vivre en acceptant les limites humaines, et accepter l'absurde. L'absurde n'est pour autant pas l'irrationnel, il cherche simplement à le reconnaître. Il nait justement de la rencontre avec la raison, mais une raison limitée. «L'absurde c''est la raison lucide qui constate ses limites". In fine, la vie sera d'autant mieux vécue qu'elle n'aura pas de sens. « Maintenant, il s'agit de vivre »

Barthélemy D'OYSONVILLE et Ambroise RACT-MADOUX

L'histoire mariste

Sainte-Marie Lyon est une école privée catholique fondée en 1893 par les pères maristes. Actuellement, 4 800 élèves y sont scolarisés. Mais revenons sur son histoire.

Jean-Claude Courveille eut la volonté de fonder une congrégation religieuse sous le nom de Marie, car elle l'aurait inspiré. Durant des années, il va partager ses idées avec plusieurs personnes religieuses : il souhaite que cette congrégation soit un hommage à la Vierge Marie, que son nom apparaisse, et qu'il y ait un rôle distinctif dans l'Église. Mais c'est Jean-Claude Colin qui va donner une véritable impulsion à la Société de Marie, au côté de Marcellin Champagnat, fondateur des Frères Maristes.

Le 23 juillet 1816, ils s'engagent dans la chapelle Notre-Dame de Fourvière, à Lyon. Crée par les pères maristes, le collège a tout d'abord ouvert ses portes le 16 janvier 1893 avec seulement 5 élèves et 5 professeurs puis, au fur et à mesure des années, le nombre d'élève et a augmenté, passant ainsi de 297 élèves en 1933 à plus de 1 000 en 1960. Le Père Colin voulut fonder cette société dans l'intention de vivre dans l'esprit de la Vierge et de la célébrer, notamment grâce au nom de l'école « Sainte-Marie Lyon ». En 1986, cela faisait 150 ans que la congrégation religieuse les prêtres de la Société de Marie, aussi dits « Pères Maristes » avait été constituée

L'architecture de Sainte-Marie Lyon a été pensée par Georges Adilon. Le Père Marc Perrot souhaitait que l'éducation se réalise dans un bel espace. Il y a une certaine philosophie dans les matériaux comme le béton, le verre, le métal. Chaque fenêtre est unique et symbolise, de fait, le caractère unique de chaque élève et de son regard sur le monde.

George Adilon a travaillé 40 ans en collaboration avec la direction de Sainte Marie Lyon, c'est aujourd'hui sa fille qui lui succède. On voit un mélange de courbes et de droites. Son architecture fut souvent comparée à celle de « Le Corbusier » dont l'architecte lyrique utilisait le béton, le verre, l'inox. Adilon est une référence en architecture contemporaine à Lyon. Il est souvent dit qu'il avait un regard, une cohérence impressionnante, et qu'il portait diverses attentions avec des réflexions dirigées vers la liberté d'habiter. Sa liberté d'invention est essentiellement basée sur le rêve ; il se promène mentalement et imagine ses diverses constructions. Sa simplicité brute ressort dans les matériaux et les formes choisies.

Adèle COLLET et Lise GERBER

Jean-Claude Colin, fondateur des pères maristes

Jean-Claude Colin est né à Saint-Bonnet-le-Troncy, en 1790, dans une famille de tisserands cultivateurs. Il avait sept frères et sœurs. Ses parents sont morts quand il avait cinq ans.

Il a été recueilli par son oncle et vécu là jusqu'à ses14 ans. En 1814, il devient séminariste à Lyon avec, pour condisciples Jean-Marie Vianney (le curé d'Ars) et Marcellin Champagnat (fondateur des frères maristes).

Il est ordonné prêtre en 1816. Devenu vicaire de son frère Pierre à Cerdon, dans l'Ain, il met par écrit les bases de la future congrégation des pères maristes, vouée à la Vierge Marie. Sa congrégation est approuvée par Rome, en 1836. Cette année-là, une première mission part en Océanie.

Jean-Claude Colin reste en France, En 1854, il se retire à La Neylière à Pomeys (où il avait construit un centre de formation) et meurt en 1875. Sa cause en béatification a été ouverte en 1908. Elle a été renouvelée ses dernières années. En 2006, il y avait 7 000 maristes, présents dans 79 pays.

Découvrez l'origine des maristes à travers la bande dessinée « AU BOUT DU MONDE, L'AVENTURE MARISTE »

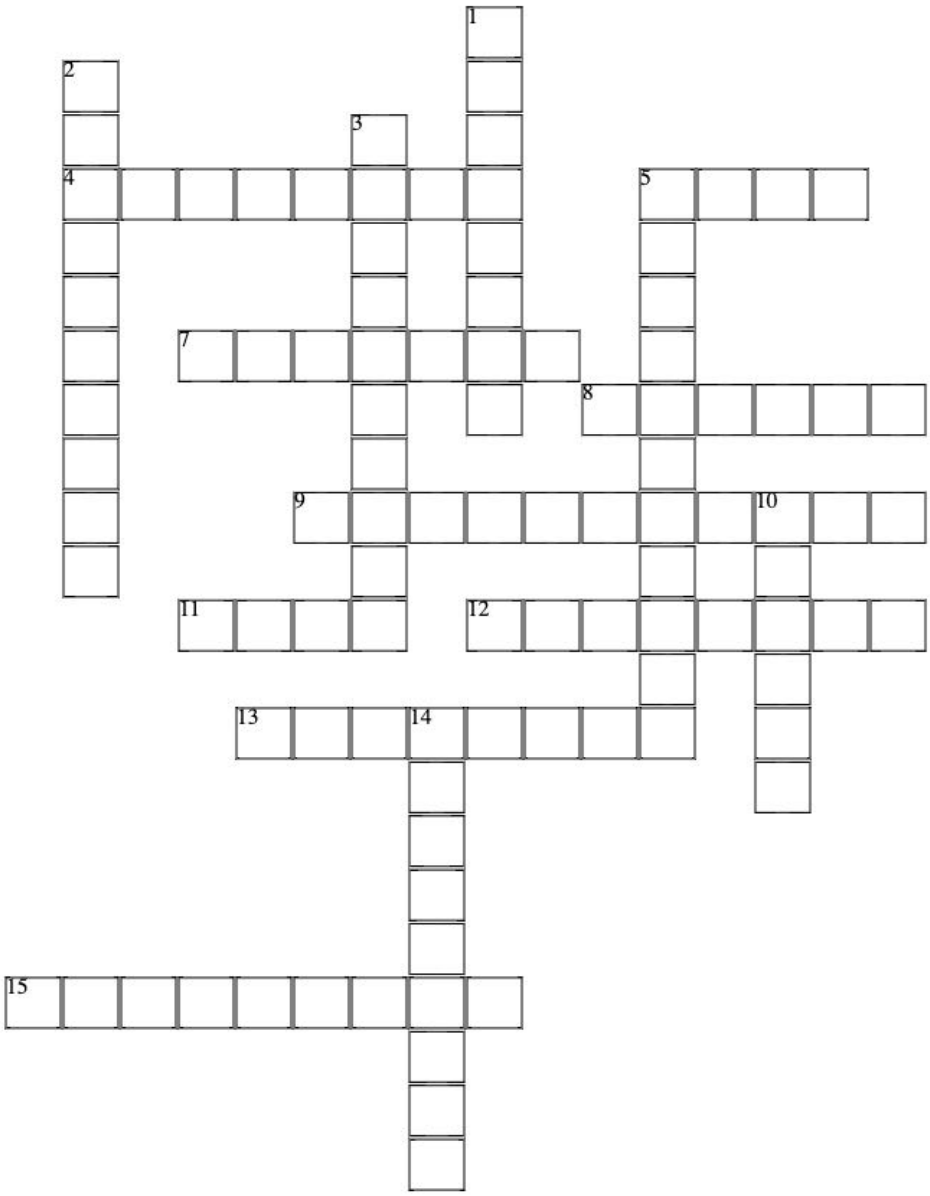
COMMANDER LA BD

Tarifs : 12€ l'unité, 20€ pour deux exemplaires. Commande sur boutique.sainte-marie-lyon.fr ou à l'accueil du lycée.

MOTS CROISÉS DU QUATRE

Les Jeux Olympiques d'été :

Les différents sports.



Horizontal

4 Sport collectif en équipe de 7, se jouant à la main avec une balle.

5 Sport de combat se pratiquant dans un ring.

7 Sport individuel de combat avec arme, dont la langue officielle est le français.

8 Sport se jouant en intérieur ou extérieur avec une raquette.

9 Sport collectif se jouant à 6 soit en intérieur soit en extérieur. Présence d'un fillet.

11 Art martial japonais, se pratiquant sur un dojo. Caractérisé par les ceintures.

12 Sport aquatique. Present sous 18 catégorie différentes.

13 Sport le plus pratiqué dans le monde. Se joue a 11. Les tenants en titre (Olympique) sont le Brésil.

15 Au J-O depuis Sydney 2000. La plus grande catégorie étant l'Ironman

Vertical

1 Présent sous 4 catégories différentes. Sport individuel se pratiquant avec deux roues.

2 Sport individuel regroupant de très nombreuses épreuves. Se pratique en stade et sur piste.

3 Sport aquatique collectif opposant deux équipes de 7.

5 Sport collectif se jouant à 5 avec un ballon en intérieur.

10 Sport nautique sur un long bateau fin, seul ou à plusieurs.

14 Art martial d'origine sud-coréenne. Se pratique dans un dojang.

COMITÉ DE RÉDACTION DU JOURNAL

Maxime Giraud, Sarah de Michieli, Jeanne de Bollardière, Barthélemy d'Oysonville, Ambroise Ract-Madoux, Marion Lescuyer, Valentin Mastromatteo, Sophie Piot-Dallois, Philippine de Mesmay.